

sent l'inflation. Au fait, le système financier exige qu'on paie deux ou trois fois une chose qu'on réalise, comme, par exemple, l'Hydro-Québec.

Le Manitoba a fait la même chose, sous le régime du Nouveau parti démocratique. Il a emprunté 50 millions des États-Unis pour un projet de l'Hydro. C'est à cette époque que j'avais entendu, à la télévision, mon excellent ami, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas), à Winnipeg, ainsi que son collègue d'York-Sud (M. Lewis), qui avait les deux poings en l'air et disait que si les Américains pouvaient être chassés du Canada, nous pourrions reprendre le contrôle de notre économie, avoir notre Canada pour nous seuls.

Il avait raison de dire cela. Seulement, le lendemain, le ministre des Finances du Nouveau parti démocratique du Manitoba racontait sur les ondes du même poste de télévision l'excellent voyage qu'il venait de faire aux États-Unis, où l'on avait déroulé les tapis rouges, où il avait pu emprunter, grâce à la confiance que les Américains avaient dans le Manitoba et le nouveau gouvernement, la magnifique somme de 50 millions, à un taux d'intérêt de 9¼ p. 100. C'était un peu moins que ce que la province de Québec avait dû payer: 9¼ au lieu de 10 p. 100. On s'en vantait.

Monsieur l'Orateur, la seule condition à laquelle nous pouvons reprendre le contrôle de notre économie, c'est de commencer par reprendre celui de notre finance. Quand nous créerons nos crédits nous-mêmes, afin de pouvoir construire nos routes, permettre à nos provinces de se développer normalement, nous pourrions dire que nous contrôlons notre économie. C'est à nous qu'appartient le Canada. Mais tant et aussi longtemps que cette question financière ne sera pas réglée, je défie le Nouveau parti démocratique, comme n'importe quel autre parti, de me dire qu'un jour nous serons les propriétaires du Canada. Nous ne le serons jamais, tant et aussi longtemps que nous serons obligés d'emprunter des États-Unis.

Mais on nous répond: Les crédits consentis par la Banque du Canada ne feront-ils pas déprécier notre argent sur le marché américain ou international? On ne comprend pas encore, monsieur l'Orateur, que pas un dollar canadien ne circule dans ces pays.

Je suis allé en Russie, en Tchécoslovaquie, en France, partout! Et qu'on aille me montrer, dans ces pays, un seul dollar avec le portrait de la Reine dessus. On n'a jamais vu cela de sa vie! On ne veut pas accepter ce dollar. Qu'on se rende aux États-Unis, de l'autre côté de Cornwall, et qu'on essaie, avec une

pièce canadienne de 25c., de se procurer un paquet de cigarettes à une distributrice mécanique. Celle-ci rejettera la pièce immédiatement. On nous dira: Quelle valeur aura notre argent aux États-Unis? Il n'en a aucune actuellement.

Ira-t-on croire que les Américains se demandent quelle sorte de route nous sommes à construire vers la baie James? Les Américains se demandent-ils quel genre d'écoles nous construisons dans Charlevoix ou dans Carleton ou n'importe où ailleurs au Canada? Les Américains vont-ils voir quelle sorte de blé est emmagasiné dans les élevateurs à grain du Nord de la Saskatchewan? Ce qui intéresse les Américains, présentement, c'est de prêter aux idiots que nous sommes, car on peut tripler ainsi les profits.

On se garde bien de changer ces taux d'intérêt. On permet plutôt qu'ils augmentent. Seulement, on présente des projets de loi aux provinces et on leur dit: Tâchez de contrôler les salaires des petits employés, ne les majorez pas de plus de 6 p. 100 par année. Mais pour «le gros», lui, une augmentation de 30 p. 100 n'est pas exagérée.

Aucun ministre ne s'est élevé contre cela. Au petit travailleur, au postier, à l'ouvrier de la mine Noranda ou à l'ouvrier de Toronto, on n'accorde qu'une majoration de 6 p. 100 en vue de combattre l'inflation mais au «gros», on accorde 30 p. 100. Pour combattre qui? Pour combattre ceux qui combattent l'inflation, c'est exactement cela.

Pourquoi la création de crédit par la Banque du Canada aurait-elle une influence aux États-Unis? Nous voulons en créer pour développer notre pays et rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable. Le Québec compte actuellement 200,000 chômeurs. Ces citoyens canadiens ne demandent pas à chômer. Ils veulent travailler. Cependant, le gouvernement du Québec leur promet 100,000 emplois. Notre ami Samson, le chef de l'aile québécoise du Ralliement chrétien, a dit à M. Bourassa: Dépêchez-vous, parce que nous allons les compter un par un, ces 100,000 emplois, s'il n'existent pas à la fin de 1970.

Même si l'on créait 100,000 emplois, il y en aurait 100,000 autres à créer, sans compter ceux des étudiants pendant les mois d'été, ceux des futurs diplômés. La situation est grave! Au Québec et ailleurs, tout est à faire. On parle de projets hydro-électriques à la baie James, de l'ordre de deux ou trois milliards de dollars. On pense aux dollars au lieu de penser aux chutes, à la richesse naturelle qu'elles constituent. Au lieu d'ajuster le système financier aux richesses à développer, on fait le contraire: on essaie d'ajuster les richesses à développer au système financier.